

## **Non-dits et écrits. Les ambiguïtés du « socialisme moderne » jospinien face à la « troisième voie » britannique (1997-2002)**

**Thibaut Rioufreyt**

Dès l'émergence du néo-travaillisme au Royaume-Uni, avec l'accession de Tony Blair à la direction du Parti travailliste en 1994, les socialistes français vont se positionner de manière très ambivalente à l'égard de ce référent étranger. Célébrant la modernité et les performances électorales du New Labour, ils ne cessent dans le même temps de préciser qu'il s'agit d'une forme de socialisme propre à l'histoire britannique. Ils rejettent le social-libéralisme, dont il est le représentant assumé, mais rendent hommage à certaines politiques publiques menées outre-Manche. L'enquête que j'ai réalisée se propose de contribuer à résoudre cette énigme, à essayer de comprendre le rapport pour le moins étrange des socialistes français vis-à-vis du néo-travaillisme et de quoi il est le symptôme<sup>1</sup>. L'ambivalence des socialistes à l'égard du néo-travaillisme est le plus souvent interprétée comme un décalage entre théorie et pratique, entre doctrine et gouvernementalité, entre paroles et actes. La différence entre ces deux gauches porterait essentiellement sur le fait que les néo-travaillistes assument leurs pratiques tandis que chez les socialistes français, le discours ne serait qu'un masque rhétorique, destiné à cacher une réalité difficilement assumable, que ce soit une adhésion commune au néo-libéralisme<sup>2</sup> ou l'habillage théorique d'une action devenue impossible<sup>3</sup>. Cette interprétation ne manque pas de pertinence. L'écart qu'elle relève a de fait pu être observé dans le volet de l'enquête consacrée à la comparaison des politiques publiques menées des deux côtés de la Manche ; les divergences doctrinales affichées contrastent bel et bien avec des convergences en termes d'action publique<sup>4</sup>. Toutefois, pareille interprétation s'avère partielle et ne saurait emporter pleinement la conviction. Elle repose en effet sur deux postulats implicites pour le moins problématiques. D'une part, elle reproduit l'opposition entre théorie et pratique. D'autre part, il y aurait une insincérité fondamentale du discours, toujours suspect de n'être rien d'autre que légitimation ou occultation de la réalité qui serait non discursive. Ce faisant, le cœur de l'explication est mal localisé ; car, et c'est là la thèse soutenue dans cet article, c'est au sein même de la doctrine socialiste que l'on trouve les ambivalences qui se révèlent à l'occasion de la controverse avec le *New*

---

<sup>1</sup> Thibaut Rioufreyt, « La traduction du néo-travaillisme britannique dans la gauche socialiste française (1997-2008) », thèse de doctorat en science politique, Lyon, IEP de Lyon/Université Lyon 2, 2012.

<sup>2</sup> Gérard Desportes et Laurent Mauduit, *La gauche imaginaire et le nouveau capitalisme*, Paris, Grasset, 1999, p. 269 ; Philippe Marlière, *Essai sur Tony Blair et le New Labour, La troisième voie dans l'impasse*, Paris, Syllepse, 2003, p. 172-174.

<sup>3</sup> Michel Marian, « Lionel Jospin, le socialisme et la réforme », *Esprit*, vol. 3, n° 251, mars 1999, p. 112 ; Roland Hureaux, « Les trois âges de la gauche », *Le Débat*, vol. 1, n° 103, janvier 1999, p. 38.

<sup>4</sup> Thibaut Rioufreyt, « La traduction du néo-travaillisme britannique dans la gauche socialiste française (1997-2008) », *op. cit.*, p. 320-342.

*Labour*. L'opposition discours/pratiques empêche de saisir que les ambivalences qui travaillent les socialistes se retrouvent structurellement dans leur manière de penser et de gouverner. Comme l'a montré Michel Foucault<sup>5</sup>, il n'y a pas de non-dit, mais du dit implicite, non intentionnel. D'où l'ironie du titre de cet article. Là où le double discours croit maîtriser la production de l'énoncé, il y a toujours en deçà un double du discours : il dit toujours plus que ce que veut dire l'énonciateur. Il y a un écart fondamental entre le sens littéral et le sens sémantique, entre l'intention de l'énonciateur et ce qui est dit. Par conséquent, étudier le discours, ce n'est pas étudier un masque mais un révélateur, et le prendre au sérieux ne revient pas à le prendre pour argent comptant. Cet article invite donc à rentrer dans le vif de la chair discursive et à montrer par là même toute la fécondité pour l'histoire politique du temps présent de s'approprier les outils d'analyse du discours.

### Présentation du corpus

Les matériaux mobilisés sont issus d'une enquête qui a reposé sur la combinaison de trois méthodes : l'analyse documentaire, le travail d'archives et la réalisation d'entretiens. L'*analyse de contenu* a été effectuée sur un corpus de 2 000 textes résolument hétérogène<sup>6</sup>. Il comporte des documents officiels du Parti socialiste (motions et contributions générales de congrès, comptes rendus du Bureau national, publications des secrétariats nationaux, etc.), des publications de courants internes ou encore les articles de *L'Hebdo des socialistes* et de *La Revue socialiste*, les publications de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste) et de la Fondation Jean-Jaurès. À ces textes partisans ou par-partisans, s'ajoutent les numéros de revues intellectuelles (*Esprit*, *Le Débat*, *Le Banquet*, *Projet*, *Témoin*, *Les Cahiers démocrates*) ainsi que les notes et études publiées par la République des idées, les Gracques, Telos, En Temps réel et Terra Nova. S'adjoint également de la littérature grise – rapports et notes du Commissariat général du Plan, du Conseil d'analyse stratégique ou du Conseil d'analyse économique – ainsi qu'une série d'essais politiques et intellectuels publiés par les enquêtés.

Parmi ces textes, il sera plus spécifiquement question ici des énoncés relevant du genre doctrinal<sup>7</sup> produits par le Parti socialiste lui-même et par ses dirigeants. L'hypothèse au fondement de cette délimitation du corpus est que les ambivalences observées ne sont pas seulement le reflet de la pluralité des pôles idéologiques au sein du Parti socialiste mais bien de l'hétérogénéité constitutive du discours officiel censé produire un « nous » partisan. Après être revenu brièvement sur la « néo-social-démocratie », réponse doctrinale des socialistes à l'offensive idéologique néo-travailliste, il s'agira de montrer que celle-ci n'a pas la cohérence qu'elle prétend avoir et que loin de trancher entre les différentes options du débat idéologique, elle les accueille au contraire toutes en son sein<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1969, p. 146-156.

<sup>6</sup> L'hétérogénéité du corpus (les textes relevant de registres discursifs très différents : essais, rapports, notes de *think tanks*, articles de revues), sa taille restreinte et le choix d'une perspective méthodologique davantage interprétative qu'objectivante m'a amené à opter, plutôt que pour une analyse textométrique, méthode la plus souvent privilégiée par l'analyse du discours, pour une analyse qualitative de contenu effectuée à l'aide d'un logiciel de type CAQDAS (*Computer Assisted/Aided Qualitative Data Analysis Software*) : Atlas.ti.

<sup>7</sup> La *doctrine* désigne la ligne et le cadre de pensée établis par l'appareil partisan permettant de fixer les orientations, les valeurs et les principes censés définir l'identité et l'action du parti.

<sup>8</sup> Je me concentrerai ici sur l'analyse interne des sources pour en saisir la structure discursive. Pour une analyse du contexte dans lequel ces énoncés ont été produits durant la période 1997-2002, voir Thibaut Rioufreyt, « Une histoire des relations entre le New Labour et les socialistes français. 2 – Du rejet doctrinal aux emprunts tactiques (2002-2008) », *Recherche socialiste. Revue de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS)*, n° 68-69, juillet-décembre 2014, p. 163-184. Par ailleurs, si j'ai réalisé

## Les contours d'une autre troisième voie : la néo-social-démocratie

Lionel Jospin et Tony Blair ne font officiellement connaissance que lors de la réunion du Parti socialiste européen (PSE) à Malmö le 6 juin 1997. La presse française s'empresse alors de souligner le choc entre « deux gauches », deux « programmes différents » qui tendent néanmoins vers « les mêmes objectifs<sup>9</sup> ». On oppose Lionel Jospin le « socialiste traditionnel » et Tony Blair le « modernisateur post-socialiste ». Toutefois, les socialistes arrivés au pouvoir depuis peu partagent avec les néo-travaillistes une analyse analogue des problèmes contemporains. Henri Weber<sup>10</sup> considère ainsi que le New Labour pose les bonnes questions (« comment concilier, dans les conditions du capitalisme contemporain, dynamisme économique et progrès social ?, Comment concilier mondialisation et défense de notre identité nationale et maîtrise de notre avenir collectif ? Comment concilier l'actuelle révolution technologique qui est riche de promesses, mais lourde de menaces, avec le progrès de la civilisation et de la démocratie ? »), mais que le PS doit trouver ses « propres réponses<sup>11</sup> ». À partir de cette convergence commune autour de la problématisation, socialistes et néo-travaillistes divergeraient sur les réponses à apporter aux problèmes ainsi dégagés.

« Il existe une grande question qui divise aujourd'hui les partis socialistes : doivent-ils se rénover dans le respect de la tradition, ou leur faut-il avancer en rompant avec le modèle socialiste et social-démocrate traditionnel ? Deux types de réponses se dégagent. La réponse "*Beyond Left and Right*" tout d'abord. Pour sortir de la crise de la social-démocratie, il faut, selon les tenants de cette réponse, bouleverser les fondamentaux du socialisme : les idées, les valeurs, les formes d'organisation des partis socialistes traditionnels sont dépassées ; il s'agit à présent de penser en termes d'égalité de chances, et non d'égalité des conditions, d'accorder bien plus d'importance à l'individu, etc. Le *Labour* de Tony Blair est très engagé dans cette évolution. Il accepte la logique du marché. Il convient qu'il faut intervenir à la marge sur certains points ; il donne la priorité à la croissance économique et au plein-emploi, sans se soucier de sa qualité. [...] Le second type de réponse est celui qui prône la rénovation dans la tradition. Paradoxalement, le parti qui illustre le mieux cette tendance est le Parti socialiste français<sup>12</sup>. »

---

des entretiens avec les principaux enquêtés, l'analyse des sources orales sera très largement mise de côté ici car elles m'ont donné à voir plutôt *l'envers* des discours officiels, leur mode d'élaboration, les stratégies qu'elles servent tandis qu'ici j'aimerais montrer, de manière complémentaire, ce que l'analyse de la *surface textuelle* des énoncés peut nous apprendre en étant appliquée même au discours politique davantage contraint dans son énonciation : le discours partisan, public et officiel.

<sup>9</sup> « Les deux gauches », *Libération*, 7-8 juin 1997.

<sup>10</sup> Né en 1944, Henri Weber est un responsable politique socialiste. Docteur en philosophie et en science politique, enseignant à Vincennes, il est militant de l'Union des étudiants communistes (UEC) et du Parti communiste français (PCF), puis cofondateur de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Adhérent au PS dans les années 1980, il devient un proche de Laurent Fabius. Sénateur puis député européen, il est, au moment de la controverse avec le New Labour, Secrétaire national à la Formation et l'un des intellectuels organiques du Parti socialiste.

<sup>11</sup> « Bilan des élections européennes. Dossier des différentes interventions lors du Conseil national du PS », *L'Hebdo des socialistes*, n° 110, juin 1999, p. 7.

<sup>12</sup> Marc Lazar, « Construire un « grand récit » réformiste », *La Revue socialiste*, n° 17, septembre 2004, p. 46-47.

La direction socialiste a clairement opté pour la seconde option au point de l'incarner. Dans cette perspective, la réponse doctrinale des socialistes au néo-travaillisme semble claire. Lionel Jospin affirme ainsi : « Nous ne sommes pas des "libéraux de gauche". Nous sommes des socialistes. Et être socialiste, c'est affirmer – ce que j'ai fait, avec force, et à plusieurs reprises, depuis deux ans – qu'il existe un primat du politique sur l'économique<sup>13</sup>. » Dans son discours à l'université d'été du PS à La Rochelle en août 2000, il récuse clairement la « troisième voie » néo-travailliste : « Nous ne faisons pas du "social-libéralisme". Notre approche est différente de celle qui apparaît dans le Manifeste de nos amis Tony Blair et Gerhard Schröder. Nous sommes une gauche de renouvellement rassemblée autour d'un socialisme moderne<sup>14</sup>. » Alain Bergounioux<sup>15</sup> considère, quant à lui, que « le projet néo-travailliste n'est pas une révision de la social-démocratie comme il y en a beaucoup depuis l'origine, c'est un abandon de celle-ci<sup>16</sup> ». Face au néo-travaillisme, symbole du social-libéralisme triomphant des années 1990-2000, le « socialisme moderne » jospinien prétend incarner une autre voie, dans une veine « néo-social-démocrate ». La confrontation doctrinale avec le néo-travaillisme permet ainsi aux socialistes français d'apparaître comme des continuateurs-rénovateurs, c'est-à-dire à la fois comme les fidèles continuateurs d'une tradition socialiste toujours solidement ancrée à gauche et comme les rénovateurs de cette tradition. Lionel Jospin affiche sa volonté de maîtriser les excès du marché pour le rendre « plus juste<sup>17</sup> ». Plus largement, les socialistes refusent de considérer la « question du capitalisme » comme close, ce qui implique que le marché doit être régulé :

« Pour Tony Blair et ses conseillers, le capitalisme, au total, ça marche bien. Les marchés sont toujours plus intelligents que les gouvernements, les chefs d'entreprises privées toujours mieux avisés que les fonctionnaires. Il faut libérer leur initiative et adapter les acteurs sociaux aux changements que leur dynamisme génère. L'État doit se désengager de la production des biens et des services. Pour ce qui concerne le nécessaire contrôle de la société sur l'activité économique, les agences indépendantes de régulation et le développement du droit y pourvoiront mieux que ne saurait le faire la bureaucratie d'État<sup>18</sup>. »

Le rapport au marché des socialistes français diffère plus précisément des néo-travaillistes sur deux points. Sur la conception de la mondialisation économique

<sup>13</sup> Lionel Jospin, « Entretien avec Lionel Jospin. Rénovation de la social-démocratie : l'expérience française », *La Revue socialiste*, n° 1, printemps 1999, p. 45.

<sup>14</sup> Lionel Jospin, « La nouvelle alliance », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 15, mars 2000, p. 98

<sup>15</sup> Né en 1950, agrégé d'histoire, Alain Bergounioux a enseigné quelques années dans le secondaire puis l'enseignement supérieur avant de devenir Inspecteur général de l'Éducation nationale. Il a également occupé de nombreux postes de conseiller au sein des cabinets ministériels socialistes. Membre du CERES puis rocardien, il est membre des instances centrales du PS depuis 1993. Il est Secrétaire national aux idées et aux revues pendant la période qui nous intéresse. Président de l'Office universitaire de la recherche socialiste (OURS) depuis 2000, il est également directeur de la *Revue socialiste* et membre du Conseil scientifique de l'association *À Gauche en Europe*. Tant par ses fonctions que par son parcours, Alain Bergounioux peut être considéré comme l'un des intellectuels organiques officiels du PS.

<sup>16</sup> Alain Bergounioux, « Situation du socialisme européen », *Mouvements*, n° 9-10, mai-août 2000, p. 156.

<sup>17</sup> Lionel Jospin, *Intervention du Premier ministre Monsieur Lionel Jospin*, Londres, Foreign Policy Centre, 1998, p. 7.

<sup>18</sup> Henri Weber, « Troisième voie : où sont les divergences ? », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 13, août 1999, p. 96

d'abord, Lionel Jospin considère qu'elle ne porte pas « comme une fatalité la dissolution des États, l'anéantissement de la politique, même si elle en nourrit le risque<sup>19</sup> ». Il appelle à une régulation accrue du capitalisme, afin de contenir une « force qui va, mais qui ne sait pas où elle va<sup>20</sup> ». Le pendant de cette conception du marché et de la mondialisation est que l'État doit conserver un rôle majeur d'intervention et de régulation. La néo-social-démocratie se différencie du néo-travailleursisme par sa confiance dans l'action publique par l'intermédiaire de la loi, dans le domaine économique (emplois jeunes, 35 heures...), mais pas seulement (PACS permettant l'union des homosexuels, parité hommes-femmes). La mise en avant de l'État comme correcteur des inégalités sociales, comme régulateur du marché et comme initiateur de grandes avancées sociétales distingue le Parti socialiste du New Labour. Ensuite, les socialistes défendent officiellement une stratégie économique différente. Si Pierre Moscovici critique la stratégie économique de l'offre centrée sur les seuls bienfaits de l'entreprise et du libre-échange sans entraves qui caractériserait la politique économique néo-travailleursiste, c'est sans doute Henri Weber qui a développé le plus cette ligne de fracture entre les deux gauches : « Sur le plan économique, le New Labour est néo-libéral, le PS néo-keynésien. [...] Pour les socialistes français, une politique économique active reste nécessaire pour assurer une croissance forte, durable et riche en emplois<sup>21</sup>. » Contre l'abandon de Keynes par le *Labour*, les socialistes français mobilisent ainsi le « néo-keynésianisme » comme réponse aux excès de la mondialisation en assurant « une coordination entre les gouvernements, les autorités monétaires et les organisations syndicales du salariat et du patronat<sup>22</sup> ». Au final, le rapport des socialistes au marché est bien résumé par la proposition jospinienne devenue célèbre : « Nous sommes pour une économie de marché, mais nous sommes contre une société de marché<sup>23</sup>. » S'ils affirment clairement leur adhésion à une « économie de marché », ils rejettent toute dérive vers une « société de marché », entendant par là même que le marché ne saurait être une « valeur » : « Le marché, s'il génère des richesses, ne produit ni solidarité, ni projet commun<sup>24</sup>. »

Les deux doctrines partisans diffèrent également concernant la question sociale. D'une part, les socialistes refusent l'égalité des chances, dont l'égalité *réelle* des chances portée par le New Labour n'est, à leurs yeux, qu'une variante, et à laquelle ils opposent une égalité réelle. Gilles Finchelstein<sup>25</sup> reproche ainsi au Manifeste Blair-

<sup>19</sup> Lionel Jospin, *Intervention du Premier ministre Monsieur Lionel Jospin, op. cit.*, p. 5.

<sup>20</sup> Lionel Jospin, « Le socialisme français et la social-démocratie européenne », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 15, mars 2000, p. 39.

<sup>21</sup> Henri Weber, « Troisième voie : où sont les divergences ? », *op. cit.*, p. 96. Il convient de distinguer le néo-keynésianisme tel que l'entendent les économistes socialistes des années 1970 (voir Mathieu Fulla, *Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981). Une histoire économique du politique*, thèse de doctorat en histoire contemporaine dirigée par Marc Lazar, IEP de Paris, 2012) et celui auquel réfère Henri Weber. Loin d'être univoque, le keynésianisme revu par les socialistes a connu en effet de multiples interprétations et a été hybridé selon des modalités multiples avec d'autres sources d'inspiration économiques (planisme, théorie de la régulation, marxisme, etc.).

<sup>22</sup> Parti socialiste, *Vers un monde plus juste*, contribution française au congrès de Paris de novembre 1999.

<sup>23</sup> Lionel Jospin, « Le discours de la réforme », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 15, mars 2000, p. 83-84.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> Né en 1964, diplômé de Sciences Po, Gilles Finchelstein entre en politique comme conseiller de Pierre Mauroy au PS puis au sein de l'Internationale socialiste. Rapporteur de groupes d'experts sur les

Schröder de ne pas démontrer comment les modes d'action actuels vont permettre « de promouvoir les valeurs éternelles de la gauche, c'est-à-dire la justice sociale<sup>26</sup> ». Henri Weber considère que le PS se distingue du New Labour en ce qu'il rejette la flexibilité et affirme la nécessité de politiques d'assistance sociale et d'investissements sociaux en faveur des pauvres, des exclus, des familles monoparentales et des personnes âgées, ce qu'il résume de la manière suivante : « L'égalité des chances est un mythe sans effort constant pour un minimum d'égalité des conditions<sup>27</sup>. » D'autre part, les socialistes regrettent que les néo-travaillistes aient abandonné une lecture interclassiste au profit d'une grille de lecture individualiste où les individus réagissent aux « opportunités » offertes par le marché. « Il ne tient pas suffisamment compte des aspirations et des intérêts légitimes de l'autre base de la social-démocratie, celle qui fut autrefois, et demeure pour une large part, son cœur : les ouvriers et les employés les plus modestes<sup>28</sup>. » Face à cela, Lionel Jospin appelle de ses vœux une « nouvelle alliance » entre les « exclus », les classes populaires et les classes moyennes. Les « néo-sociaux-démocrates » tentent ainsi d'esquisser les contours d'une autre troisième voie, entre gauchisme et néo-libéralisme, qui reprend de fait certains éléments au néo-travaillisme tout en s'en distinguant :

« On peut contester l'analyse de Keith Dixon – qui voit en Tony Blair "un digne héritier" de Margaret Thatcher et considère le New Labour comme "une machine de guerre contre les valeurs de la gauche" plutôt que comme "une tentative de rénover la social-démocratie". On peut ne pas partager la thèse de Philippe Marlière – pour qui le point de départ du blairisme "n'est pas tant la rénovation de la social-démocratie que l'imposition de la philosophie et des politiques néo-libérales au sein de la gauche européenne". Mais on doit constater que le rapport de Lionel Jospin à l'histoire de la social-démocratie marque une différence notable avec les travaillistes anglais<sup>29</sup>. »

Toutefois, à y regarder de plus près, la réponse doctrinale donnée par les socialistes s'avère en elle-même très ambivalente.

## Un discours chimérique

L'analyse du discours a permis de mettre au jour quatre procédés énonciatifs permettant à la fois d'objectiver et de mieux comprendre les ambivalences qui travaillent de l'intérieur la doctrine néo-social-démocrate et qui en font un discours véritablement chimérique au sens strict<sup>30</sup>. En premier lieu, celles-ci se traduisent par

---

institutions, il participe à la campagne présidentielle de Lionel Jospin en 1995, où il est l'un des principaux rédacteurs du projet et du discours. Conseiller de Dominique Strauss-Kahn à Bercy puis de Pierre Moscovici aux Affaires européennes, il devient directeur général de la Fondation Jean-Jaurès en 2000. Après la défaite du 21 avril 2002, il se met au service de Dominique Strauss-Kahn et occupe le poste de Directeur des études d'Euro RSCG Worldwide (conseil en communication).

<sup>26</sup> Gilles Finchelstein, « « Mener le débat sur le fond ». Blair-Schröder. Le texte du manifeste. Les analyses critiques », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 13, août 1999, p. 8.

<sup>27</sup> Henri Weber, « Parti socialiste et New Labour : convergences et divergences », *La Revue socialiste*, n° 1, printemps 1999, p. 19.

<sup>28</sup> Marisol Touraine, « Un nouveau compromis social », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 13, août 1999, p. 87.

<sup>29</sup> Gilles Finchelstein, « Au cœur de la social-démocratie européenne », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 15, mars 2000, p. 8-9.

<sup>30</sup> Dans la mythologie grecque, la chimère est une créature fantastique décrite comme un hybride avec une tête de lion, un corps (et une autre tête) de chèvre, et une queue de serpent. Par extension, elle a fini par désigner toutes les créatures hybrides possédant les attributs de plusieurs animaux. À cette première

une série de schizes discursifs<sup>31</sup>, c'est-à-dire d'énoncés qui se contredisent ou sont en tension au point de rendre le discours aporétique. Le recours aux oxymores, très fréquent à cette période dans le discours socialiste, en est le meilleur exemple, à l'instar du vocable « utopie réaliste » utilisé par Lionel Jospin : « [...] la réforme ne sonne pas le glas de l'utopie. Nous ne sommes pas des "briseurs de rêves". On peut rêver son avenir, tout en gardant les pieds sur terre. Je veux être un constructeur d'utopies réalistes<sup>32</sup> ». Nombre de dirigeants socialistes reprirent à sa suite cette formule, en particulier Henri Weber<sup>33</sup>, ou encore la motion majoritaire du congrès de Grenoble lorsqu'elle revendique l'« utopisme et le socialisme du possible<sup>34</sup> ». Le discours que le Premier ministre français tient lors de l'inauguration du Foreign Policy Centre à Londres révèle, là aussi, des formulations tentant de contenir les tensions qui le travaillent sans les abolir :

« J'agis sans parti pris idéologique mais en portant des valeurs. Avec pragmatisme, mais sans tiédeur. Avec détermination, mais avec souplesse. Nous devons préserver les repères, les références dont les Français ont besoin, en protégeant les fruits des combats passés auxquels ils sont légitimement attachés, mais sans éluder les réformes nécessaires<sup>35</sup>. »

La cohabitation du volontarisme et du réalisme économique au cœur du discours jospinien est une autre forme de schize. Dans son discours à l'université d'été du PS à La Rochelle en août 1998, Lionel Jospin propose une synthèse politique qui revendique une « juste articulation entre les moyens et la fin<sup>36</sup> ». Cette distinction permet d'introduire le nouveau cours économique des socialistes français : il explique ainsi que les privatisations des entreprises publiques qu'il a réalisées depuis 1997 – un moyen – ont été motivées par la poursuite d'objectifs socio-économiques de gauche – une fin. Ainsi, la vente de Thomson et l'ouverture de France Télécom à la concurrence ont, selon lui, été nécessaires pour rendre la France « plus forte dans la compétition mondiale<sup>37</sup> ». Sur cette question, la rhétorique des fins et des moyens peine à masquer un ralliement clair de la gauche socialiste au « pragmatisme », c'est-

---

extension s'en ajoute une seconde, plus tardive, dans laquelle chimérique renvoie à l'utopique, au fantasmatique, à l'impossible. Le discours néo-social-démocrate réunit les deux signifiés de l'adjectif chimérique au sens où son caractère hybride est précisément ce qui le rend impossible.

<sup>31</sup> Le mot « schize » est un néologisme que l'on doit, entre autres (Jacques Lacan l'utilise également), à Gilles Deleuze (Gilles Deleuze et Félix Guattari, *L'Anti-Edipe*, tome 1 : *Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Minuit, coll. « Critique », 1972, p. 47) qui signifie séparation, coupure, disjonction, fracture, division, déchirure.

<sup>32</sup> Lionel Jospin, « Ma social-démocratie », *Pamphlet*, avril 1999.

<sup>33</sup> Henri Weber, « PS : les chantiers oubliés », *Libération*, 29 août 2002, p. 1 et 10 ; Alain Bergounioux et Henri Weber, « Henri, ta mémoire flanche », *Libération*, 23 septembre 2002.

<sup>34</sup> François Hollande, *Motion 1*, motion déposée au congrès de Grenoble du Parti socialiste, 2000. Loin d'être inédite, la cohabitation du volontarisme et du réalisme est en réalité un positionnement discursif régulièrement mobilisé dans l'histoire socialiste. Comme l'a montré Mathieu Fulla, elle est notamment au cœur du discours économique du PS des années 1970 mais également d'autres formations de la gauche non communiste (Mathieu Fulla, *Le Parti socialiste face à la question économique (1945-1981). Une histoire économique du politique*, op. cit., p. 666-667 et 723). Le programme économique du PSU de 1977 s'intitule ainsi *L'utopie réaliste* (Michel Mousel et la commission économique du PSU, *L'utopie réaliste. Une autre logique économique pour la gauche*, Paris, Christian Bourgeois, 1977).

<sup>35</sup> Lionel Jospin, *Intervention du Premier ministre Monsieur Lionel Jospin*, op. cit., p. 6.

<sup>36</sup> Lionel Jospin, « Le discours de la réforme », op. cit., p. 81.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 82.

à-dire à une logique d'adaptation à la compétition entre modèles sociaux dans la cadre d'une économie mondialisée.

Le second procédé discursif au fondement du discours partisan consiste en *un recours à des formulations de type négatif*. L'identité néo-social-démocrate se définit ainsi essentiellement de manière négative : « [...] ni l'abolition de la propriété privée, ni la gestion planifiée, ni le modèle scandinave ou allemand de l'État providence, ni le collectivisme bureaucratique<sup>38</sup> ». L'usage de la litote est au service des reniements difficiles : « La nationalisation n'est pas le seul ni le meilleur moyen pour la puissance publique d'exercer son action<sup>39</sup> » écrit encore Henri Weber. Cette ambivalence n'est ni le signe d'une nouvelle synthèse cohérente réalisée par le PS, comme le soutiennent les intellectuels socialistes, ni le signe de l'incapacité des socialistes à assumer leur ralliement à l'idéologie néo-libérale, comme le soutiennent leurs adversaires. Elle est plutôt l'expression de la recherche d'une autre « troisième voie », qui ne soit pas le social-libéralisme mais qui peine à exister positivement. Pour le dire autrement, les socialistes savent ce qu'ils ne sont plus et ce qu'ils ne veulent pas être, mais ils peinent à définir ce qu'ils sont :

« [...] le socialisme européen doit mener un très gros travail politique et idéologique. Il lui est impossible de revenir à la vision étatique et redistributive qui était celle de la social-démocratie au début des années 1980, et il lui faut également tenir compte des insuffisances du social-libéralisme qui a servi de fondement à la troisième voie blairiste<sup>40</sup>. »

Cette autre troisième voie recherchée n'est plus la troisième voie entre communisme et capitalisme, mais elle se refuse à être la troisième voie néo-travailliste entre socialisme archaïque et néo-libéralisme. Jean-Christophe Cambadélis ébauche ainsi les contours d'une « troisième voie » qu'il situe entre le « néo-gauchisme » et le « *social-libéralisme*<sup>41</sup> ».

Le troisième procédé est le recours aux *signifiants flottants*, c'est-à-dire des termes ou des formules ne renvoyant à aucun signifié précis et pouvant à ce titre être investis de significations non seulement plurielles mais hétérogènes. L'indétermination sémantique fondamentale des principaux mots clés du discours socialiste (liberté, égalité, solidarité, exclusion...) n'a à proprement parler rien de nouveau. Plus largement, le phénomène langagier par lequel l'extension de l'emploi de certains termes entraîne simultanément une sorte de dilution de leur noyau métadiscursif et une dérive en discours incontrôlable est fort ancien<sup>42</sup>. Ce qui est à la fois plus intéressant et plus notable, c'est que cela soit systématique dans le discours socialiste : tout semble fonctionner comme si un terme avait d'autant plus de chances d'y être intégré et de se diffuser qu'il est sous-déterminé sémantiquement, c'est-à-dire libre d'une série d'interprétations potentiellement incompatibles. On l'a vu précédemment, les socialistes refusent la conception néo-travailliste de l'égalité à

<sup>38</sup> Henri Weber, « Qu'est-ce qu'être socialiste au 21<sup>e</sup> siècle ? », *Les Cahiers Formation. Secrétariat national à la formation du Parti socialiste*, n° 3, septembre 1999, p. 6.

<sup>39</sup> Henri Weber, « Parti socialiste et New Labour : convergences et divergences », *op. cit.*, p. 20.

<sup>40</sup> Alain Bergounioux, « L'ensemble du socialisme européen se trouve en difficulté », *Le Monde*, 30 septembre 2009, p. 8.

<sup>41</sup> Jean-Christophe Cambadélis, *Les Socialistes européens et les temps nouveaux*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2009.

<sup>42</sup> Patrick Charaudeau, *Langage et discours. Éléments de sémiolinguistique*, Paris, Hachette Université, 1983, p. 28-30.



laquelle ils opposent une égalité réelle. La réalité discursive est cependant plus complexe. Tout au long des années 1990-2000, le Parti socialiste intègre les réflexions sur l'égalité réelle à la préparation de ses congrès nationaux sans en faire un programme politique *ad hoc*. Tandis que les néo-travailleurs ont abandonné la rhétorique des droits, assumant pleinement le déplacement du statut de la notion d'égalité, d'objectif à valeur, la réalité du discours socialiste est plus ambivalente. Si l'objectif affiché est l'égalité, il ne s'agit plus d'un *droit* à garanti par l'État. Si le contenu des droits sociaux est largement admis, c'est la question de leur extension qui est posée<sup>43</sup>. Or, cette question n'est plus traitée dans le discours socialiste sous l'angle de la philosophie du droit ; les socialistes continuent à parler le langage des droits sociaux mais ne les pensent plus comme tels. L'égalité n'est plus un droit à partir duquel l'économie doit être réorientée et la société transformée mais une valeur. Les socialistes parlent toujours le langage du droit mais, dans leur bouche, c'est le langage des valeurs qui advient.

La dilution sémantique ainsi opérée autour de la notion d'égalité permet d'en faire un véritable signifiant flottant, susceptible d'accueillir en son sein des orientations contradictoires. On voit ainsi deux acteurs du débat socialiste s'emparer du terme dans des acceptions opposées : Dominique Strauss-Kahn et Benoît Hamon. S'appuyant sur les réflexions de la République des idées et des thèses soutenues par Amartya Sen pour esquisser les contours d'une « social-démocratie moderne », Dominique Strauss-Kahn y inscrit en bonne place la notion d'*égalité réelle des chances* : « Pour renouer avec une égalité réelle des chances, je propose de construire un nouveau socialisme, le socialisme de l'émancipation. [...] Il suppose une évolution sensible de la pensée socialiste : passer de la compensation en aval des inégalités – la logique de l'État-providence – à une logique de correction en amont<sup>44</sup>. » Benoît Hamon promeut également la notion d'égalité réelle au sein du PS à partir de 2008, aboutissant à la Convention « Égalité réelle », dont le texte a été adopté en décembre 2010 par le Conseil national et les militants mais dans une acception toute différente, celle d'*égalité de résultats*<sup>45</sup>. Ces appropriations multiples montrent que, loin de trancher les débats doctrinaux, le discours socialiste les intègre en son sein même, faisant d'autant plus facilement siennes des notions que celles-ci recouvrent des lignes de clivage internes sans les remettre en cause.

Enfin, le quatrième procédé constitutif du discours partisan est la production de *hiatus* discursifs. Désignant à l'origine la juxtaposition de deux voyelles dans un mot ou entre deux mots, le terme *hiatus* désigne plus largement un décalage, une coupure dans le discours. La notion renvoie ici à des énoncés qui se juxtaposent sans être reliés mais qui, contrairement au schize, ne se contredisent pas nécessairement. Il n'y a pas contradiction, il y a absence de production d'une cohérence. Ces figures discursives sont le produit d'une véritable sédimentation lexicale à l'œuvre dans le discours socialiste. Par une sorte d'inertie discursive, les nouvelles notions et formules ne remplacent pas les anciennes mais s'y ajoutent. La sédimentation lexicale

<sup>43</sup> Jean-Christophe Merle, *Justice et progrès. Contribution à une définition du droit économique et social*, Paris, Presses universitaires de France, 1997.

<sup>44</sup> Dominique Strauss-Kahn, « Pour l'égalité réelle. Éléments pour un réformisme radical », *Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 41, juillet 2004, p. 10.

<sup>45</sup> Parti socialiste, *Convention nationale sur le nouveau modèle économique, social et écologique. Texte adopté par le Conseil national du 27 avril 2010*, document disponible sur le site du Parti socialiste à l'adresse URL suivante : <http://www.parti-socialiste.fr/static/3735/en-direct-le-conseil-national-de-la-convention-nouveau-modele-de-developpement-11112.pdf>, 2010, p. 25.

est très visible dans le discours de la direction du Parti qui refuse la « troisième voie » tout en reprenant certaines formules qu'elle intègre à son vocabulaire. La motion Hollande au congrès de Grenoble refuse un « accompagnement social du marché comme le suggèrent les tenants de la troisième voie » (motion Hollande). Pourtant, le discours partisan intègre parfois la terminologie de la « troisième voie », telle que la « société de partenaires », dans la même motion. Elle est d'ailleurs aussitôt contestée par Alain Vidalies<sup>46</sup> qui déclare au congrès de Grenoble : « [...] non je ne crois pas que notre objectif soit de parvenir à une société de partenaires, formulation idéologique qui apparaît pour la première fois dans un texte du parti socialiste » (motion 3). L'ambivalence de la direction est ici gérée en recourant à une séparation entre d'un côté, le New Labour et Tony Blair lui-même, et, de l'autre, les travaux de Giddens cités en tant que référents savants et non politiques. Cette sédimentation lexicale trouve sans doute une partie de son explication dans l'existence d'une mémoire discursive socialiste<sup>47</sup>. Mais elle renvoie également au fait que la doctrine officielle opère au PS moins par clarification que par l'entérinement *a posteriori* d'un déplacement des positions discursives au sein du parti. La signification d'un terme change en fonction du contexte d'emploi mais aussi de l'entourage lexical. Parallèlement à ce déplacement, l'égalité se voit ainsi progressivement concurrencée dans le discours socialiste par celles de solidarité et de lutte contre l'exclusion. L'émergence de ces notions permettent ainsi aux socialistes de continuer à parler le langage des droits sociaux tout en faisant passer l'égalité de l'objectif qui doit orienter concrètement les politiques socio-économiques à la valeur qu'il faut respecter et dont il faut faire l'horizon de l'action politique sans en définir véritablement le contenu. Ces notions traduites dans le discours socialiste occupent ce faisant le même statut que l'inclusion chez Anthony Giddens ou le *stakeholding*<sup>48</sup> chez Tony Blair. L'égalité devient une exigence raisonnable au service d'une société solidaire, c'est-à-dire d'une société qui aurait à cœur d'aider les exclus du marché tout en reconnaissant les vertus de ce dernier. En ce sens, les différences affichées ostensiblement par les socialistes, pour réelles qu'elles soient, peinent à masquer une réelle convergence. Le PS n'a ainsi pas seulement intégré des nouveaux mots dans son vieux discours ; ces mots ont changé en retour le discours socialiste. Il y a bien évolution idéologique mais celle-ci ne s'opère pas par clarification et rupture mais par accumulation et sédimentation.

Au terme de l'analyse, deux résultats ressortent nettement. D'une part, les ambivalences du rapport des socialistes au néo-travailleurs renvoient bel et bien à leurs propres ambivalences doctrinales. À cet égard, l'étude de la réception du néo-

<sup>46</sup> Alain Vidalies est au moment du congrès de Grenoble l'un des cosignataires de la motion *Démocratie & Égalité* avec Henri Emmanuelli et Christian Bataille. Le député des Landes fait donc partie de l'aile gauche du parti et des opposants à la majorité autour de François Hollande.

<sup>47</sup> Jean-Jacques Courtine, « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens », *Langages*, n° 62, 1981, p. 53.

<sup>48</sup> La notion de *stakeholding* (de l'anglais *stakeholders*, qui désigne tous ceux qui sont partie prenante au succès d'une entreprise), a été popularisée par l'essai du journaliste Will Hutton dans son essai *The State We're in*, London, Vintage, 1996. Blair reprit un temps cette notion en essayant de la raccorder à celle de communauté par l'idée d'une *stakeholding society*, une société de réciprocité élargie dont tous seraient à la fois bénéficiaires et comptables.

travaillisme au sein de la gauche socialiste fonctionne comme un révélateur des évolutions idéologiques de cette dernière. D'autre part, ces ambivalences ne se superposent pas à l'opposition entre théorie et pratique mais résident déjà dans le discours socialiste. Et loin d'être simplement de l'ordre du manque ou de l'inachèvement, ces tensions sont fondamentalement constitutives du discours doctrinal socialiste. Ce dernier ne fait pas la synthèse des différentes options défendues au sein du parti, elle les intègre sans trancher entre elles, produisant de ce fait un véritable monstre théorique. Elle contient ainsi la diversité des positions idéologiques au double sens du verbe « contenir » ; elle cherche non seulement à éviter l'éclatement au grand jour de leurs divergences, qui risque de menacer les équilibres internes, voire l'unité du parti, mais elle les intègre elle-même en les juxtaposant sans dépasser leurs contradictions<sup>49</sup>.

Mais l'échec de la réception du néo-travaillisme dans la gauche socialiste n'a pas seulement révélé les ambivalences doctrinales des socialistes, elle les a confortées, comme l'une de ces ironies dont l'histoire des idées politiques a le secret. La légitimité de tout « parti politique [étant] attachée à une présomption de continuité<sup>50</sup> », l'exigence d'une rupture non seulement rhétorique mais identitaire et doctrinale comme le prônent les néo-travaillistes était difficilement recevable pour la direction du PS. Celle-ci fait au contraire du néo-travaillisme le symbole d'une déviance par rapport à l'intégrité des valeurs du groupe d'appartenance transnational qu'est la famille social-démocrate. Sorte de référent négatif, il incarne un social-libéralisme servant la réassurance identitaire des socialistes français. Si l'offensive idéologique des néo-travaillistes a obligé Lionel Jospin, plus que le parti lui-même d'ailleurs, à esquisser bon gré mal gré les contours d'une réponse doctrinale, elle a paradoxalement permis de faire l'économie d'une véritable réflexion en servant de repoussoir à peu de frais, en incarnant ce que les socialistes ne sauraient être. C'est la première ironie. Par ailleurs, ce qui a fait l'attrait du néo-travaillisme pour les sociaux-libéraux français, c'est-à-dire l'image d'une gauche décomplexée affichant ostensiblement son éloge des entrepreneurs et du marché, est probablement ce qui a nui au succès de sa diffusion. Les clarifications doctrinales *a priori* et publiques font toujours plaisir aux intellectuels mais ne sont pas toujours, loin s'en faut, le mode de transformation le plus efficace d'une identité partisane. L'échec de la réception du néo-travaillisme pour que le PS paraisse enfin ce qu'il serait devenu a abouti à l'exact contraire. Elle a conforté les dirigeants socialistes dans l'idée que le discours clair n'est pas la stratégie la plus efficace. Si vous voulez adopter des recettes social-libérales, faites-le mais ne le dites pas ou, plus exactement, dites-le sans le dire. C'est là la seconde ironie de cette histoire.

Enfin, il convient de préciser que nos observations à propos du discours socialiste ne sauraient s'expliquer par le vice ou la vertu des dirigeants socialistes ou par une quelconque singularité de ce parti. Les contraintes qui pèsent sur le PS pèsent tout autant sur les autres partis car elles renvoient à des logiques structurales du champ

<sup>49</sup> Il convient de préciser que cet état de fait n'est sans doute pas propre au PS des années 1990-2000. Marc Sadoun a ainsi bien montré combien les socialistes se sont toujours situés dans un « entre-deux » doctrinal depuis la naissance de la SFIO en 1905, oscillant entre « l'absolu » d'un désir de rupture radicale avec l'existant et le « relatif » de l'héritage républicain, au point que l'on pourrait considérer l'ambivalence doctrinale comme constitutive de l'identité du socialisme français (Marc Sadoun, *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard, 1993).

<sup>50</sup> Jacques Lagroye, « Change and Permanence in Political Parties », *Political Studies*, vol. 3, n° 37, septembre 1989, p. 362.

politique. À cet égard, si le discours politique paraît, plus largement, si décevant, si inconsistant, si la langue des politiques paraît si fourchue, leur parole si tordue, c'est parce qu'on l'évalue à partir de normes extérieures au champ politique. Comme l'historien doit se garder de tout anachronisme, le sociologue doit éviter de succomber au piège d'évaluer un phénomène propre à un espace social à partir des logiques spécifiques propres à un autre espace social, le plus souvent le sien. Car le discours politique a sa rationalité propre. Ce que le moraliste voit comme des vices, ce que le journaliste commente à l'aune de l'actualité, ce que l'intellectuel appréhende comme une incapacité théorique chez les socialistes relèvent d'une totale incompréhension des logiques du champ politique. À l'inverse, dès lors qu'on lit la production du discours politique à l'aune de ces logiques, ce qui paraît étrange, décevant, vide, incohérent prend tout son sens. Car s'il est discours monstrueux, à l'instar des harpies de la mythologie grecque, ces monstres à tête de femme et à corps d'oiseau, il est aussi discours amphibie, perdant en contenu intellectuel ce qu'il gagne en efficacité politique. Divisés en interne en différents pôles idéologiques et clientèles personnelles et tenus de maintenir le difficile équilibre entre les alliés de la « gauche plurielle », les dirigeants socialistes ont un rapport ambivalent au néo-travaillisme parce que leur position dans le champ politique les contraint à ne surtout pas dire ce qu'ils pensent, à le dire sans le dire. Qu'on le veuille ou non, qu'on le salue ou qu'on le déplore, ils sont contraints par ces logiques. Leur demander de s'en affranchir, c'est leur demander leur mort politique. Cela n'équivaut pas à justifier les choix qui sont les leurs mais à comprendre les contraintes qui pèsent sur leur action comme sur celle de n'importe quel acteur qui voudrait peser sur le cours politique des choses.

### **L'auteur**

Thibaut Rioufreyt est docteur en science politique et chercheur associé au laboratoire Triangle. Ses recherches portent sur la socio-histoire du Parti socialiste, la sociologie des intellectuels et l'histoire sociale des idées politiques. Il a publié notamment « Les passeurs de la "troisième voie". Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale* (n° 59, avril-juin 2013, pp. 33-46). Un ouvrage, tiré de sa thèse, sur la réception du néo-travaillisme britannique chez les socialistes français (1997-2015) vient de paraître aux Presses universitaires de Grenoble.

### **Résumé**

Dès l'émergence de la « troisième voie » au Royaume-Uni, avec l'accession de Tony Blair à la direction du Parti travailliste en 1994, les socialistes français vont se positionner de manière très ambivalente à l'égard de ce référent étranger. Cet article vise à montrer que ces ambivalences ne sont pas spécifiques au rapport qu'ils entretiennent au néo-travaillisme, mais sont le révélateur des ambiguïtés au cœur de la doctrine socialiste. Et si les textes socialistes semblent hétérogènes, vides ou schizophrènes, ce n'est pas là le signe d'une incapacité théorique des socialistes, mais plutôt l'effet des contraintes structurales du champ politique qui pèsent sur eux.

**Mots clés** : discours politique ; parti socialiste ; néo-travaillisme ; histoire sociale des idées politiques ; analyse du discours.

### **Abstract**

French socialists adopted a very ambivalent stance towards the “third way” that emerged in Great Britain following Tony Blair’s accession to the head of the Labor Party in 1994. This article argues that their ambivalence was not specific to the relationship with New Labor but rather reflected central ambiguities of socialist doctrine. And while socialist texts may seem heterogeneous, empty or schizophrenic, this is not an indication of a theoretical incapacity on the part of socialists but rather an effect of structural constraints proper to the political field in which they must operate.

**Key words:** Political Discourse; Socialist Party; New-Laborism; Social History of Political Ideas; Discourse Analysis.

**Pour citer cet article :** Thibaut Rioufreyt, « Non-dits et écrits. Les ambiguïtés du "socialisme moderne" jospinien face à la "troisième voie" britannique (1997-2002) », *Histoire@Politique* [en ligne], n° 30, septembre-décembre 2016, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)